

44^{ème} SESSION DE L'ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

LES 10 AVANCÉES POUR LES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER



MARS 2026

 **Combien de groupes politiques vous ont informé pendant tout le mandat ?** Le groupe Indépendants, démocrates et progressistes (IDP) s'y était engagé et nous l'avons fait. Pendant toute la durée du mandat, nous avons communiqué régulièrement avec les élus consulaires pour partager les avancées obtenues à l'AFE et les réformes en cours. Un choix simple : plus de transparence, plus de dialogue et un travail collectif mieux reconnu.

 **Annulation d'une décision contestée de l'Agence pour l'enseignement à l'étranger :** Notre groupe a soutenu une motion demandant l'annulation des décisions 3 et 4 du Conseil d'administration de l'AEFE du 18 décembre 2025 et l'abrogation de l'arrêté du 25 août 2025 sur l'homologation des établissements. L'objectif est clair : éviter des décisions qui fragiliseraient certains établissements et coûteraient beaucoup aux parents et ouvrir un dialogue avec les familles et les équipes éducatives et administratives. Nous soutenons pleinement la mission pilotée par la sénatrice **Samantha Cazebonne** pour repenser le modèle de l'AEFE.

 **Une délégation dédiée aux droits des femmes :** L'AFE a soutenu la création d'une délégation aux **droits des femmes** et adopté une résolution pour améliorer le suivi des plaintes pour violences subies par des Françaises à l'étranger. Une étape importante pour mieux accompagner les victimes et mieux coordonner les actions entre associations, consulats et autorités locales.



 **Des élus davantage associés à la sécurité des communautés françaises :** Dans un contexte international tendu avec la guerre au Moyen-Orient, l'AFE a confirmé une meilleure intégration des élus dans les dispositifs de sécurité des communautés françaises. Les postes consulaires associent davantage les élus à la préparation et à la gestion des crises. Une reconnaissance du rôle essentiel des élus de proximité auprès de nos compatriotes.

 **Un futur projet de loi pour les Français de l'étranger :** La ministre déléguée aux Français de l'étranger, Eléonore Caroit, a confirmé la préparation d'un **projet de loi dédié**. Il pourrait porter sur la protection sociale, l'accès à l'éducation et à la culture, le retour en France ou encore la modernisation du vote. Pour notre groupe, c'est une opportunité majeure pour renforcer les droits des Français de l'étranger.

🔒 **Sécuriser le vote par internet avec Signal** : Notre groupe a fait adopter une motion d'urgence demandant que la messagerie sécurisée Signal puisse être utilisée dans le cadre du vote par internet. L'objectif est simple : garantir des communications plus sûres et renforcer la confiance dans le vote par internet pour les prochaines élections.

🎓 **Une Palme d'honneur pour des élèves du Liban** : La deuxième édition des **Palmes de l'enseignement français à l'étranger**, lancée par la sénatrice **Samantha Cazebonne**, s'est tenue à la Sorbonne. La **Palme d'honneur** a été attribuée au **Collège de la Sainte-Famille au Liban** pour le projet « Par nous, pour elles », une chanson créée par des élèves en hommage aux femmes d'Afghanistan privées d'accès à l'éducation.

📊 **Mieux suivre le parcours des élèves du réseau AEF** : Notre groupe a soutenu la mise en relation entre l'**AEFE** et le **service statistique de l'enseignement supérieur (SIES)**. Objectif : mieux suivre le parcours des élèves du réseau après le lycée et améliorer leur accès à l'enseignement supérieur. Un outil essentiel pour améliorer les politiques éducatives pour les Français de l'étranger.

👤 **Une Journée défense et citoyenneté adaptée aux jeunes à l'étranger** : La réforme de la **Journée défense et citoyenneté (JDC)** sera étendue aux Français de l'étranger à partir de 2026, avec des formats adaptés, notamment numériques. Cette évolution permettra d'intégrer les **230 000 jeunes Français vivant hors de France** dans le parcours de citoyenneté.



📋 **Accompagner les entreprises françaises face aux nouvelles règles environnementales** : L'AFE a examiné un rapport sur la conformité environnementale des entreprises françaises à l'international. Ce travail souligne que les nouvelles normes environnementales deviennent un enjeu majeur de compétitivité pour nos entreprises, en particulier pour les PME exportatrices. Il propose plusieurs mesures concrètes pour mieux les accompagner, notamment la création d'un référent dédié au ministère du Commerce extérieur et le renforcement des outils d'information de Business France.